

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 27/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS SEINE NORD

Carrière de Sandrancourt - Route de Guernes
78520 Saint-Martin-la-Garenne

Références : /
Code AIOT : 0006506623

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2023 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS SEINE NORD implanté PERMIS GUERNES 109 - Bois des Gravelots 78290002 78520 Guernes. L'inspection a été annoncée le 11/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle de l'Inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS SEINE NORD
- PERMIS GUERNES 109 - Bois des Gravelots 78290002 78520 Guernes
- Code AIOT : 0006506623

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Lafarge exploite une carrière de sables et graviers à ciel ouvert au lieu-dit "Bois des Gravelots" sur le territoire de la commune de Saint-Martin-la-Garenne.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des déchets d'extraction
- Bruit
- Exploitation de la carrière
- Bornage
- Surveillance des eaux souterraines et des émissions de poussières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Analyse des eaux souterraines	AP Complémentaire du 28/04/2022, article 3.1	Lettre de suite préfectorale	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bornage	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article III-2	Sans objet
2	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article III-8	Sans objet
3	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article III-6	Sans objet
4	Pollution des eaux - Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article IV-3-1	Sans objet
5	Rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2021, article 5.5	Sans objet
6	Bruit et vibrations	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article IV-7	Sans objet
7	Décaissement de l'encaissant	AP Complémentaire du 03/08/2021, article 4.2	Sans objet
8	Nombre et emplacement des piézomètres	AP Complémentaire du 28/04/2022, article 2.2	Sans objet
10	Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'exploitation des c		
11	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
12	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées constate une unique non-conformité relative au suivi de la qualité des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bornage